

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE**VILLE DE BASSE-TERRE**

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE AUTORISANT LE CABINET « EDDY HANSON-ARCHITECTE DPLG », SIS ROUTE DE LA PLAINE, 02 LOT BELVÉDÈRE - 97114 TROIS-RIVERES, À OCCUPER DEUX (02) PLACES DE STATIONNEMENT À LA RUE DU DOCTEUR PITAT N°23, AFIN DE PERMETTRE LA RÉALISATION DE TRAVAUX AU SIEGE DE LA CASDEN, À PARTIR DU MERCREDI 19 JUILLET 2023, JUSQU'AU VENDREDI 04 AOÛT 2023, DE 07 HEURES 00 À 17 HEURES 00.

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L-2211-1, L 2212-1 et suivants ;

Vu le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la Délibération n° 75/2022 du Conseil Municipal du 13 Décembre 2022 relative à la tarification pour l'occupation du domaine public communal ;

Considérant la demande formulée par le cabinet « **EDDY HANSON-ARCHITECTE DPLG** », sis Route de la Plaine, 02 Lot Belvédère - 97114 TROIS-RIVIÈRES, sollicite un arrêté municipal autorisant l'occupation de deux (02) places de stationnement (côté BRED) à la rue du Docteur PITAT N°23, à Basse-Terre, en vue de réaliser des travaux au siège de la CASDEN, à partir du Mercredi 19 Juillet 2023, jusqu'au Vendredi 04 Août 2023, de 07 heures 00 à 17 heures 00.

ARRÊTÉ

ARTICLE 1ER : autorise le cabinet « **EDDY HANSON-ARCHITECTE DPLG** », à occuper deux (02) places de stationnement (côté BRED) à la rue du Docteur PITAT N°23, à Basse-Terre, afin de permettre la réalisation des travaux au siège de la CASDEN, à partir du Mercredi 19 Juillet 2023, jusqu'au Vendredi 04 Août 2023, de 07 heures 00 à 17 heures 00.

En contrepartie de l'occupation, le bénéficiaire devra s'acquitter d'une redevance définie comme suit : 11m² x 02 places x 02€ x 13jrs soit un montant de **CINQ CENT SOIXANTE DOUZE EUROS (572.00 €)** relatif aux taxes afférentes au droit d'usage du domaine public, payable à la Régie Centrale de l'Hôtel de Ville aux Horaires de Réception ci-après :

**LUNDI / MARDI / MERCREDI / JEUDI ET VENDREDI
DE 08 H 00 À 12 H 45**

ARTICLE 2 : Le cabinet « **EDDY HANSON-ARCHITECTE DPLG** » devra prendre toutes les mesures afin d'éviter que ne soient troublés l'ordre et la tranquillité publique. Il devra aussi prendre toutes les mesures afin d'assurer la protection et la sécurité des Biens et des Personnes (Barrières, rubalisés, matérialisés, zones interdites et zones autorisées au public, etc. ...)

ARTICLE 3 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter, de son affichage et/ou sa publication.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté devra obligatoirement être notifié, publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de SAINT-CLAUDE.

Basse-Terre, le 18 JUIL. 2023

*Certifié exécutoire compte tenu
de sa notification, le 18 JUIL. 2023
de son affichage et/ou sa publication, le 18 JUIL. 2023
Fait à Basse-Terre, le 18 JUIL. 2023*

P/Le Maire André ATALLAH
Le Conseiller Municipal
délégué à la Sécurité Publique,



Jean-François ISSA

P/Le Maire André ATALLAH
Le Conseiller Municipal
délégué à la Sécurité Publique,



Jean-François ISSA